



LIBERATION DAY : PREMIÈRES CONCLUSIONS

Paola MONPERRUS-VERONI

Slavena NAZAROVA

Philippe VILAS-BOAS

Sophie WIEVIORKA

Lundi 7 avril 2025

**AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ**



LIBERATION DAY

PREMIÈRES CONCLUSIONS

Les nouveaux tarifs douaniers auraient pour résultat d'augmenter le tarif douanier moyen américain d'environ 18%, le poussant à un niveau jamais vu.

Les taux réciproques notables incluent, entre autres, 20% pour l'UE, 34% pour la Chine, 24% pour le Japon et 46% pour le Vietnam.

Pour l'économie américaine, les tarifs douaniers annoncés auraient un impact significatif (d'environ 2,5 points de pourcentage sur le PIB et de +1,6 point sur l'inflation, estimations entourées d'une très forte incertitude), renforçant les craintes de stagflation qui se sont accrues ces dernières semaines.

Les droits de douane ont été augmentés à 20% pour les importations en provenance de l'Union européenne. Les États-Unis sont le premier partenaire économique de l'UE, en particulier c'est la première destination des exportations de l'UE (20% du total des exportations de l'UE) avec l'UE présentant un excédent de 215 Mds€ sur les échanges de biens, mais un déficit de 114 Mds€ sur les services. Jusqu'à présent, l'UE imposait aux US des droits de douane en moyenne (pondérée) un peu plus élevés (3,2%) que les US sur les importations européennes (1,7%).

Pour la zone euro, dans l'hypothèse d'absence de mesures de rétorsion de la part de l'UE, la hausse des droits de douane à 20% introduit une baisse de 0,1 pp de la croissance du PIB en 2025, de 0,4 pp en 2026 et de 0,2 pp en 2027.

Cette baisse serait plus importante pour l'Allemagne et l'Italie (-0,4 pp en 2026) et moindre pour la France (-0,2 pp en 2026). Une réplique de la part de l'UE de même ampleur que celle qui lui est infligée par les États-Unis sur les biens impliquerait une perte de croissance supplémentaire pour l'UE de 0,2 pp.

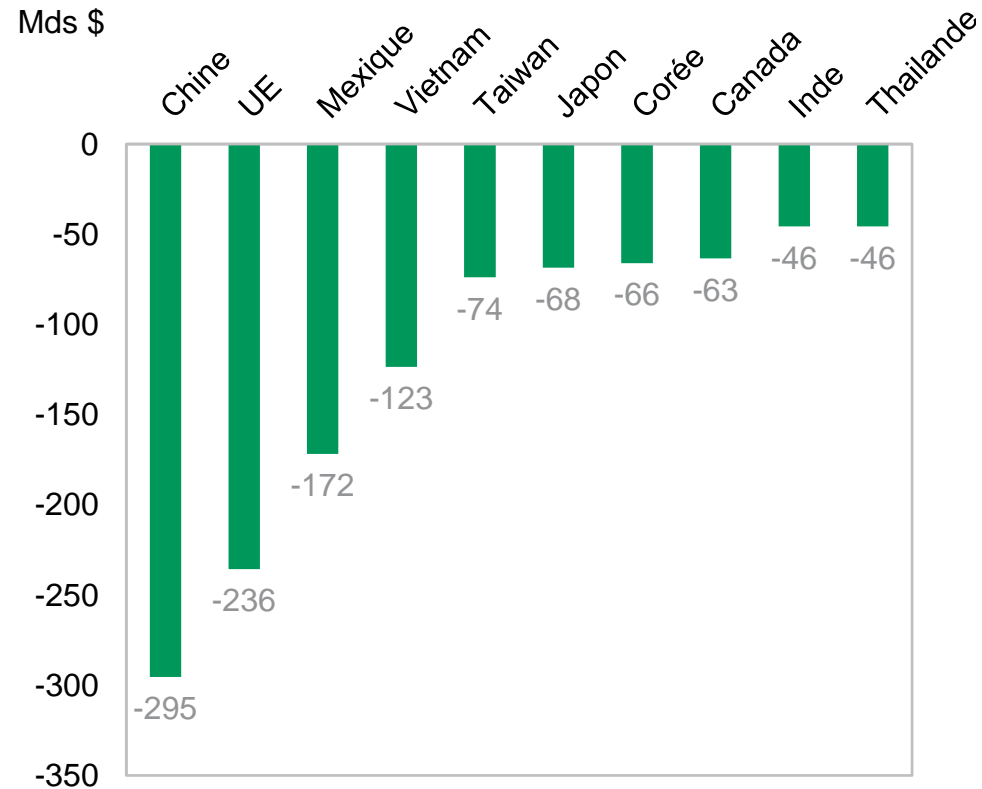
Des représailles symétriques paraissent compliquées car si les règles de l'OMC et de la NPF doivent être respectées, les nouveaux droits doivent s'appliquer à tous les autres pays avec lesquels n'existe pas de traité de libre-échange. Il est possible que les partenaires commerciaux des États-Unis fassent preuve de plus de retenue que les États-Unis dans l'application des droits de douane, en limitant les représailles ou en accordant des concessions sans contrepartie.

L'Asie serait très pénalisée par la méthode de calcul des « droits réciproques » en raison d'excédents commerciaux élevés. **La Chine** avait pour l'instant eu une approche mesurée face aux décisions américaines et privilégié la stratégie de la négociation. Le niveau de droit atteint (54%) avec les derniers tarifs a cependant conduit le pays à annoncer des droits de douane de 34% sur les produits américains, qui rentreront en vigueur le 10 avril, ainsi que des contrôles sur les exportations de certaines terres rares et minerais. **Sa dépendance au commerce extérieur est renforcée par la faiblesse de la demande domestique, qui crée des surcapacités. Les entreprises chinoises, qui se livrent déjà à une intense guerre des prix pour conserver leurs parts de marché internes ou externes, ne pourront pas absorber la hausse des tarifs.**

TRUMP 2.0 : POLITIQUE COMMERCIALE

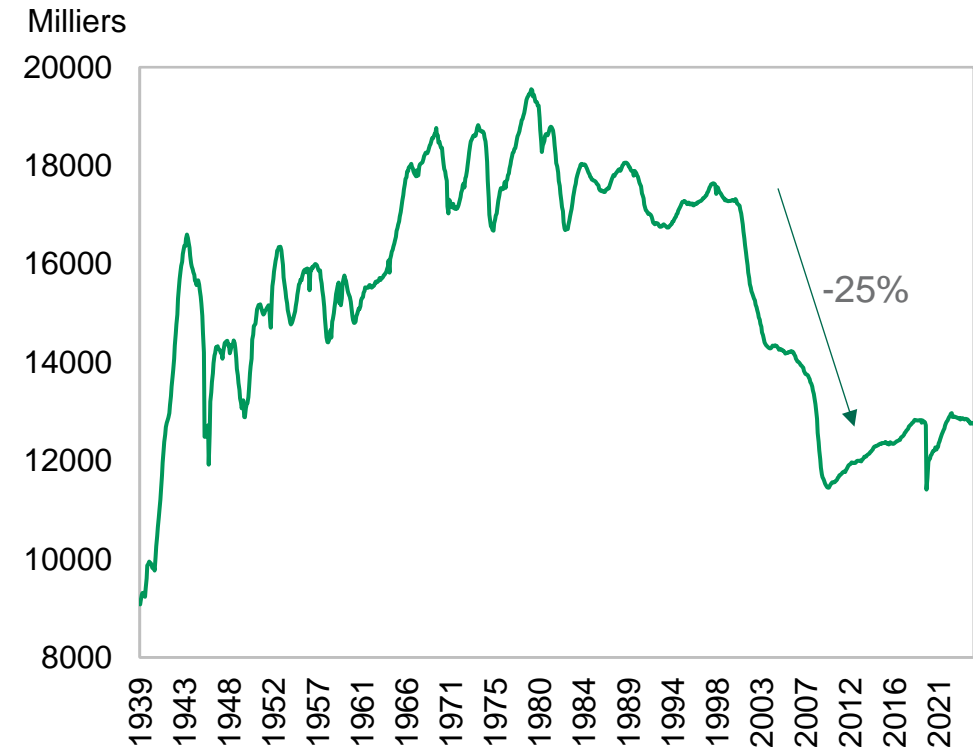
OBJECTIF FONDAMENTAL : RÉDUIRE LA BALANCE COMMERCIALE POUR RÉINDUSTRIALISER LE PAYS

Principaux déficits américains en biens, 2024



Source : BEA, Crédit Agricole S.A./ECO

Emploi dans le secteur manufacturier



Source : BLS, Crédit Agricole S.A./ECO

TRUMP 2.0 : POLITIQUE COMMERCIALE

EX-ANTE : LE PARI DE LA MODÉRATION

Tarifs douaniers annoncés lors de la campagne pré-électorale de D. Trump :

- Au moins 60% sur la Chine
- « Tarif universel » de 10% ou 20% sur le reste du monde
- Tarifs réciproques sur les importations depuis les pays qui imposent des tarifs sur les biens US
- 100% sur voitures mexicaines
- 100% sur les pays abandonnant le commerce en \$
- Des tarifs de 50% à 200% sur d'autres importations

Notre scénario central de décembre : un scénario « intermédiaire »

- 40% sur la Chine à partir du T2-2025
- 6% sur le reste du monde en moyenne au S2-2025
- Les droits de douane utilisés surtout comme un moyen de pression de la part de Trump pour obtenir des concessions de ses partenaires.

TRUMP 2.0 : POLITIQUE COMMERCIALE

MESURES TARIFAIRES MISES EN PLACE : PLUS AGRESSIVES QUE PRÉVU

Droits de douane mis en place en *février et mars* :

- +20% sur Chine (2 fois +10%)
- 25% sur Canada et Mexique (10% pétrole canadien et potasse) hors biens répondant aux règles d'origine USMCA
- 25% acier et aluminium – monde
- 25% autos et composants autos – monde (hors composants USMCA)
- 25% sanctions Venezuela – monde (tout pays important du pétrole vénézuélien)

Le 2 avril « Liberation day »

- 10% - monde – à partir du 5 avril
- Tarifs réciproques : tarifs personnalisés sur les pays avec lesquels les États-Unis ont des déficits commerciaux importants (voir tableau page suivante) – à partir du 9 avril

TRUMP 2.0 : POLITIQUE COMMERCIALE

« LIBERATION DAY » : QUELS TARIFS RÉCIPROQUES ?

Pays	Importations (2024, mds \$)	Tarif douanier réciproque	Recettes théoriques levées (mds \$)
Union européenne	605,760	20%	121,152
Mexique	505,851	0%	-
Chine	438,948	34%	149,242
Canada	412,696	0%	-
Japon	148,209	24%	35,570
Vietnam	136,561	46%	62,818
Corée du Sud	131,549	25%	32,887
Taiwan	116,264	32%	37,205
Inde	87,417	26%	22,728
Royaume-Uni	68,085	10%	6,808
Thaïlande	63,328	36%	22,798
Suisse	63,425	31%	19,662
Malaisie	52,535	24%	12,608
Brésil	42,316	10%	4,232
Singapour	43,204	10%	4,320
Indonésie	28,085	32%	8,987
Israël	22,218	17%	3,777
Suède	17,996	10%	1,800
Colombie	17,690	10%	1,769
Turquie	16,746	10%	1,675
Reste du monde	276,689	10%	27,669
Total	3 295,570	18%	577,708

Exemption des tarifs réciproques :

- Mexique, Canada (maintien des tarifs précédemment mis en place à savoir 0% sur des biens compatibles avec USMCA, 25% sur les biens non-compatibles USMCA, 10% sur l'énergie non-compatible USMCA et 10% sur la potasse)
- Certains secteurs spécifiques tels que :
 - Acier, aluminium, automobiles, et composants automobiles, qui font déjà objet de tarifs sectoriels ;
 - Le cuivre, les produits pharmaceutiques, les semiconducteurs et les produits de bois d'œuvre qui font objet d'une investigation à part

Actions futures possibles :

- Ces tarifs resteront en vigueur jusqu'à ce que le président Trump détermine que la menace posée par le déficit commercial et le traitement non réciproque sous-jacent est satisfaite, résolue ou atténuée.
- Le droit de douanier pourrait être augmenté si le partenaire commercial en question applique des mesures de rétorsion ou, a contrario, peut être diminué s'il prend des mesures significatives pour remédier à des accords commerciaux non-réciproques ou s'il s'aligne avec les États-Unis sur des questions économiques ou de sécurité nationale.

TRUMP 2.0 : POLITIQUE COMMERCIALE

MESURES DE RETORSION

Chine :

- 10% sur le pétrole brut, les machines agricoles et les voitures à gros moteur et 15% sur le charbon et le GNL américains ;
- Contrôle des exportations de certaines matières critiques ;
- Enquête sur Google pour violations de la loi antitrust ;
- Ajout des sociétés américaines PVH Corp et Illumina à la liste des entités non fiables de la Chine.

Canada :

- 25% sur des imports depuis les US à hauteur de 30 Mds CAD (dont acier, aluminium, ordinateurs et autres)
- 25% sur le prix d'électricité vers les US (suspendu)

UE :

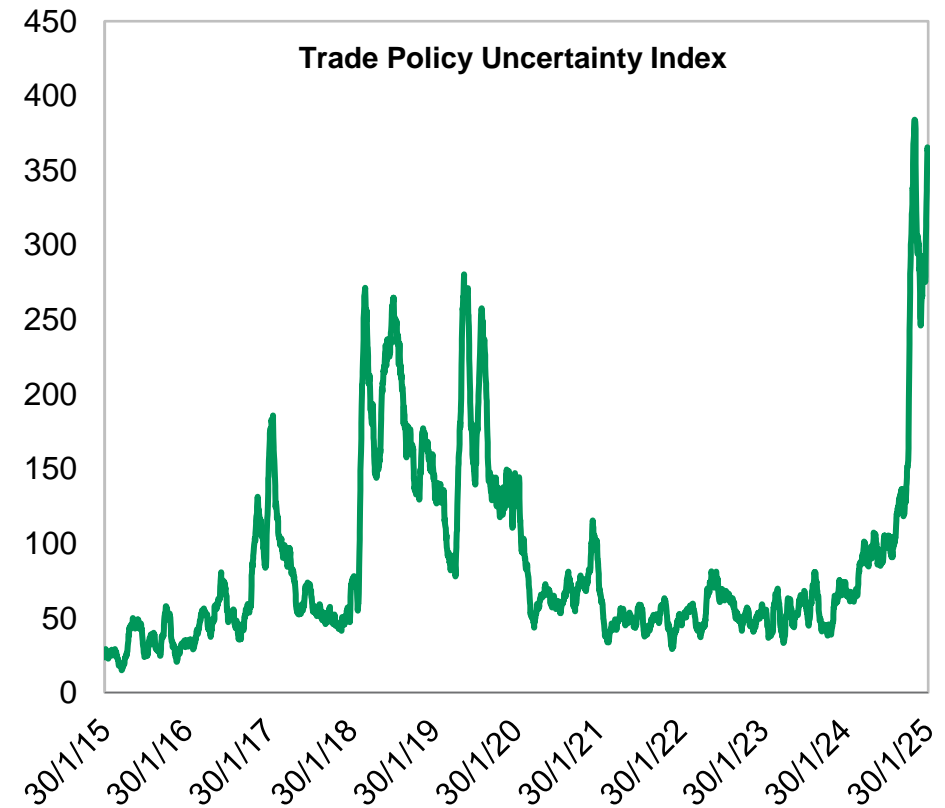
- Restauration des tarifs douaniers en vigueur de 2018 à 2020 sur des importations de biens de 8 Mds EUR
- Tarifs douaniers sur des importations de biens de 18 Mds EUR supplémentaires éventuellement

TRUMP 2.0 : QUEL IMPACT SUR L'ÉCONOMIE US ?

DROITS DE DOUANE : PRINCIPAUX CANAUX DE TRANSMISSION

Canal	Transmission sur les US	Impact
Prix	Producteurs secteurs protégés	↑
	Etat	↑
	Importateurs	↓
	Consommateurs	↓
Rétorsion	Compétitivité, production, emplois	↓
Chaînes d'approvisionnement	Prix des intrants, efficience, productivité	↓
Incertitude	Volatilité marchés financiers, effets de richesse, investissement	↓
Taux de change	Appréciation/dépréciation du dollar	↑ ↓

Les indices d'incertitude sont à des niveaux records

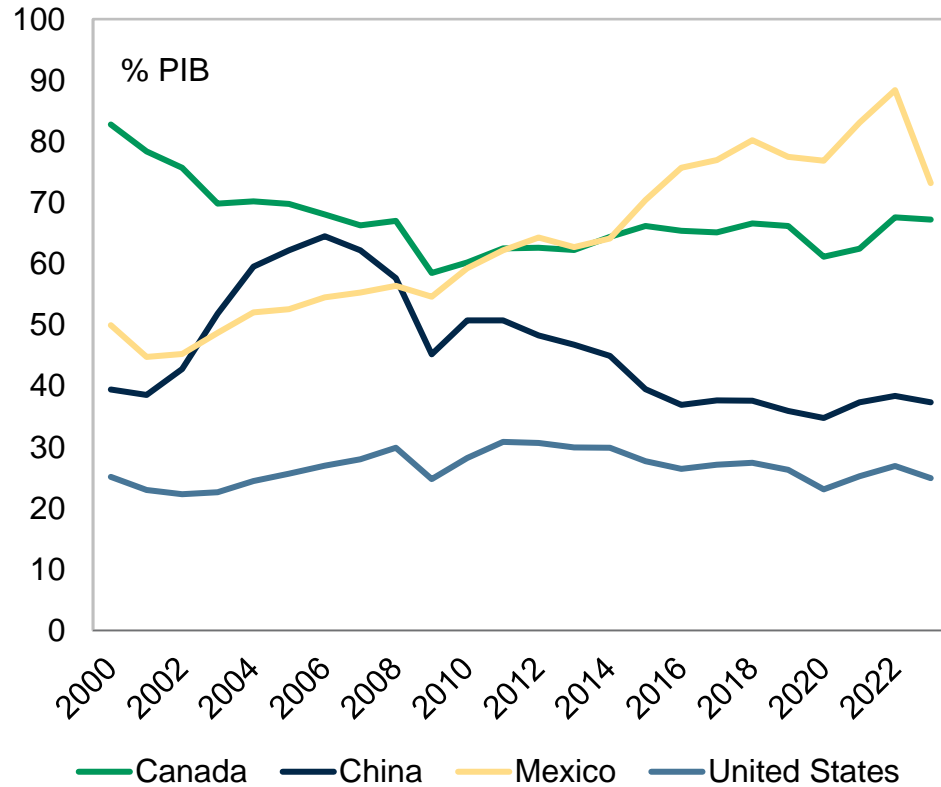


Sources : BLS, BEA, CACIB, Crédit Agricole SA / ECO

TRUMP 2.0 : QUEL IMPACT SUR L'ÉCONOMIE US ?

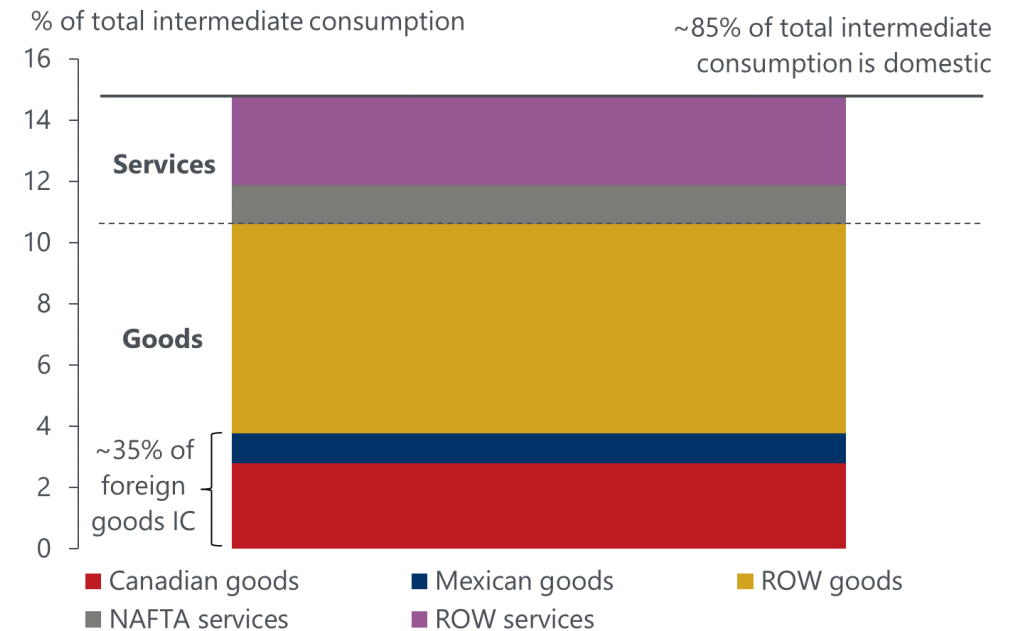
LES ÉTATS-UNIS RELATIVEMENT PEU VULNÉRABLES À LA GUERRE COMMERCIALE ?

Echanges commerciaux en% du PIB : les États-Unis, une économie relativement fermée



Source : World Bank, Crédit Agricole SA / ECO

Les États-Unis importent seulement 15% de leur consommation intermédiaire totale, 85% est d'origine domestique



Le Mexique et le Canada représentent 35% de la consommation intermédiaire qui est importée dans l'industrie.

Source : Oxford Economics

TRUMP 2.0 : QUEL IMPACT SUR L'ÉCONOMIE US ?

HAUSSE DE L'INFLATION, BAISSSE DE LA CROISSANCE

Les droits de douane de l'ampleur annoncée auraient un impact significatif sur l'économie américaine :

Impact sur la croissance US :

- La Réserve fédérale estime qu'une augmentation de 1 point de pourcentage du taux moyen des droits de douane, assortie de représailles totales de la part des partenaires commerciaux, réduirait le PIB d'environ 0,14 point de pourcentage et augmenterait le *core* PCE (déflateur des dépenses de consommation sous-jacentes) d'environ 0,09 point de pourcentage.
- Par conséquent, en appliquant cette règle, **l'impact sur le PIB d'une hausse de 18% du tarif douanier américain moyen (à environ 21%) pourrait être de -2,5 points de pourcentage et sur le *core* PCE de +1,6 point.**
- **Nous avons révisé notre prévision de croissance US à la baisse à 1,7% pour cette année** (contre 2,3% en l'absence de modification des tarifs douaniers) et l'abaisserons davantage si les négociations avec les partenaires commerciaux ne résultaient pas en une modification des tarifs annoncés.

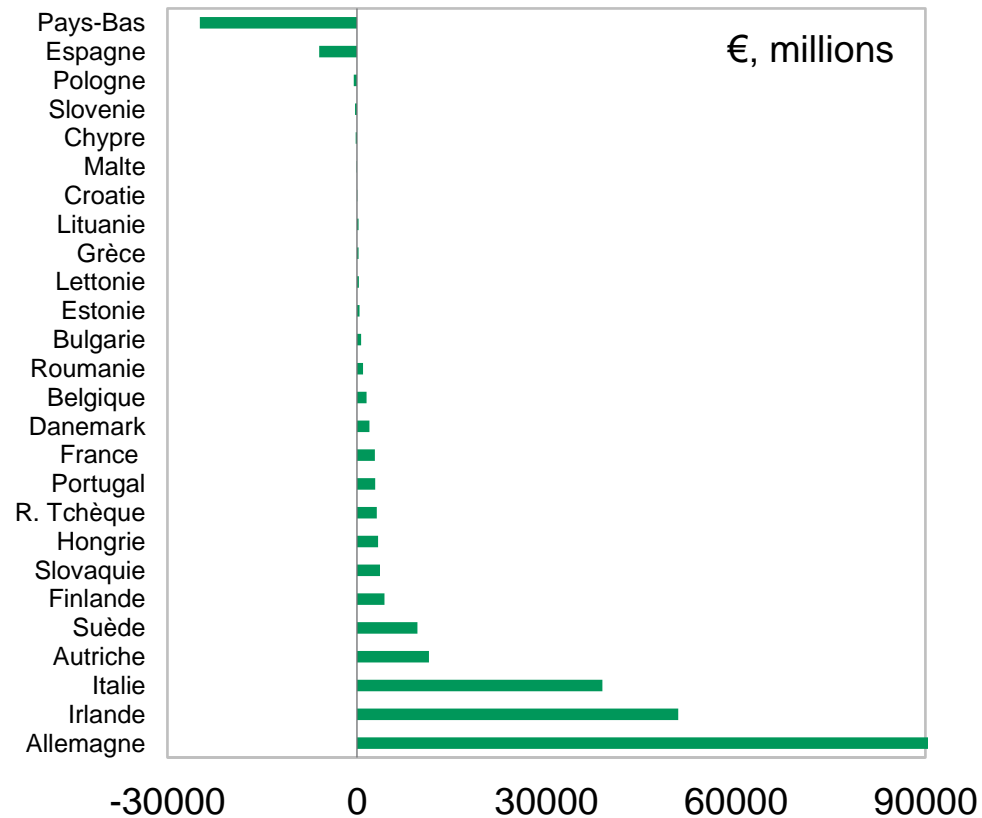
Impact sur l'inflation US (méthode de calcul de nos stratégestes inflation à CACIB) :

- En 2018-2019 **le taux de transmission des tarifs douaniers sur le taux d'inflation des prix à la consommation américaine était d'environ un tiers** (les tarifs représentaient 0,6% du PCE et ont eu un impact de 0,2 point de pourcentage sur le CPI US en 2018-2019).
- Si on applique le même taux de transmission qu'en 2018-2019 pour 2025-26, une hausse de tarifs douaniers d'environ 300 mds \$ (1,5% du PCE en 2025) aurait un impact de +0,5 point de pourcentage sur le CPI US en 2025 (2,5 x impact de 2018-2019).
- **Si tous les tarifs annoncés étaient appliqués**, soit une hausse de tarifs douaniers d'environ 660 Mds\$, on aurait un impact de +1,10 point de pourcentage sur le CPI US en 2025, soit une inflation CPI à 4,1-4,2% fin 2025.

UE VS US : UNE RELATION PAS SI DÉSÉQUILIBRÉE

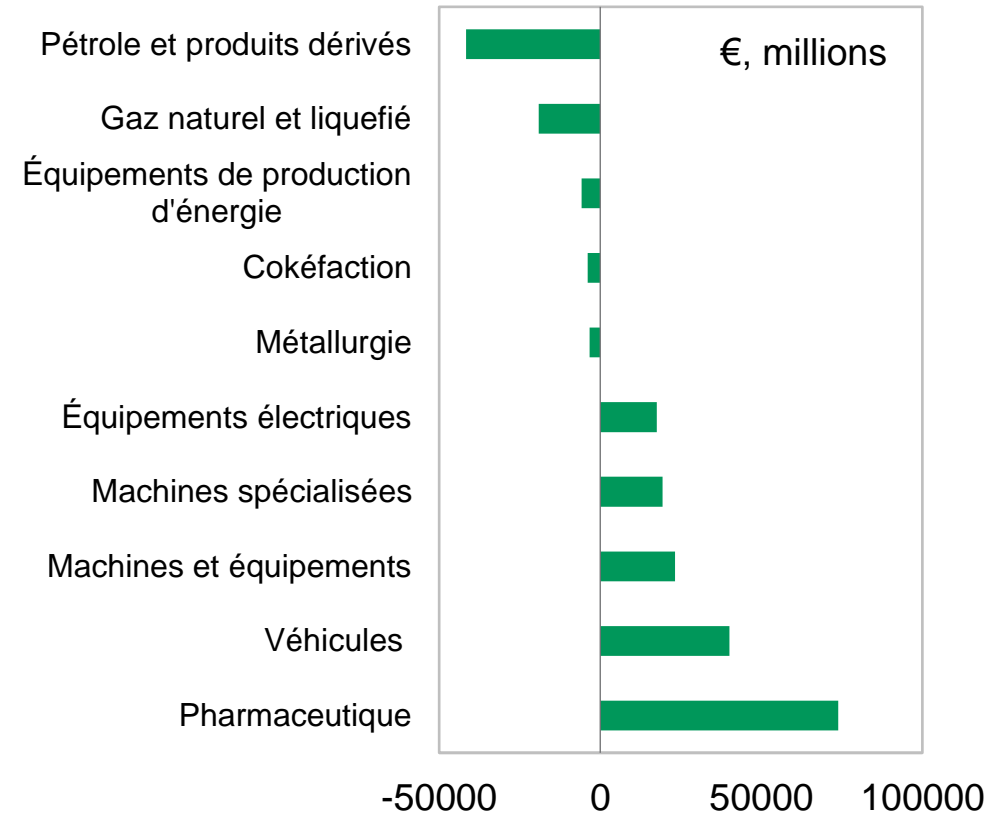
DÉSÉQUILIBRÉE SUR LES BIENS À LA FAVEUR DE L'UE

Pays de l'UE : solde des échanges de biens avec les US



Sources : Eurostat, Crédit Agricole S.A.

UE : Secteurs avec les plus gros excédents et déficits vis-à-vis des US

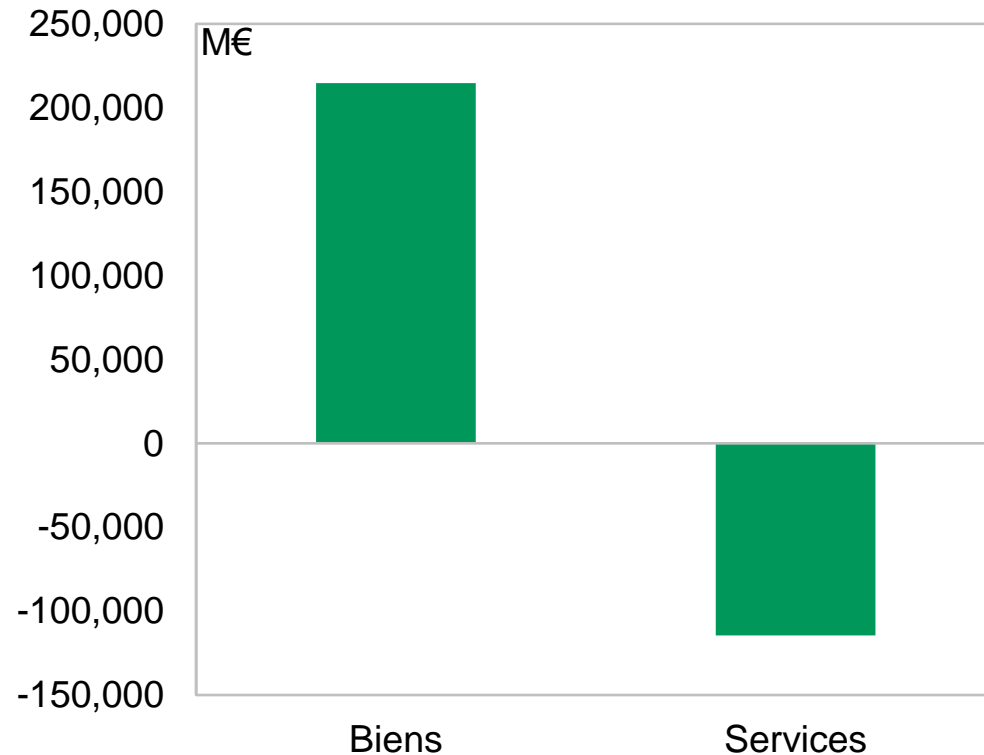


Sources : Eurostat, Crédit Agricole S.A.

UE VS US : UNE RELATION PAS SI DÉSÉQUILIBRÉE

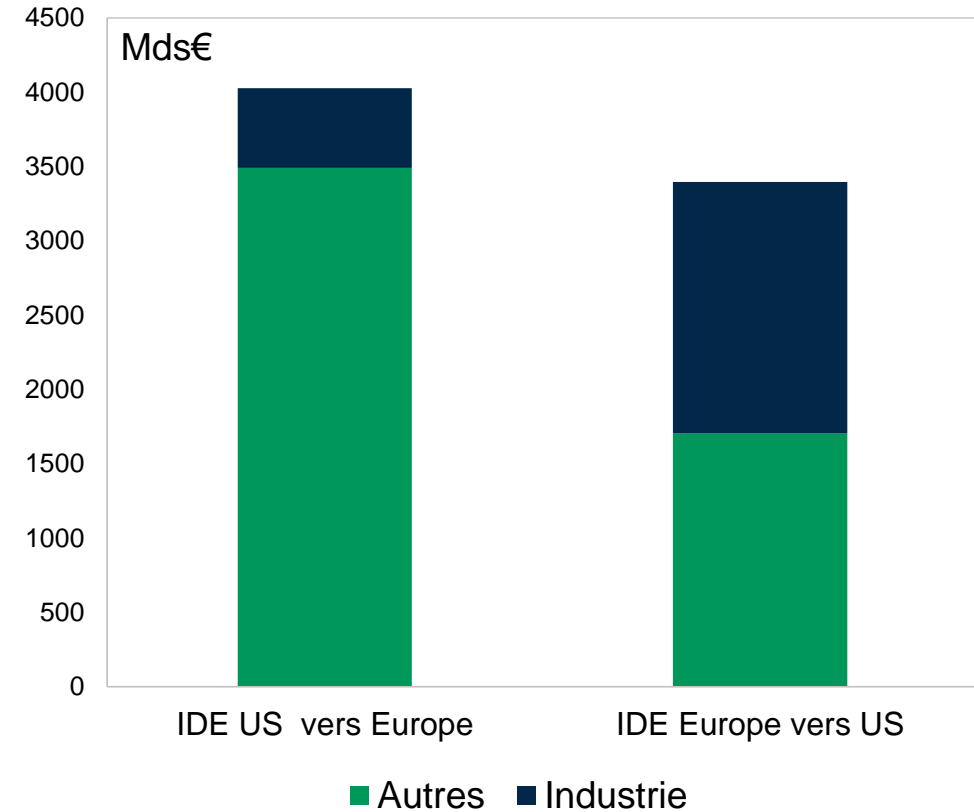
DÉSÉQUILIBRÉE SUR LES SERVICES À LA FAVEUR DES US (NOTAMMENT SERVICE DIGITALES)

UE : solde vis-à-vis des US



Sources: Eurostat, Crédit Agricole S.A.

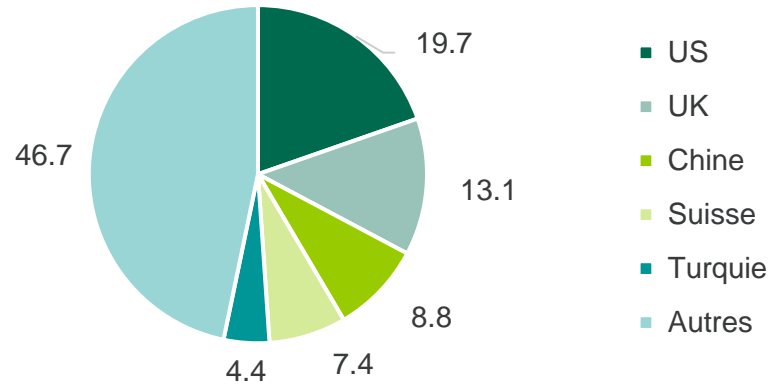
IDE: UE principal investisseur dans les US
contribuant à 3.5 millions d'emplois



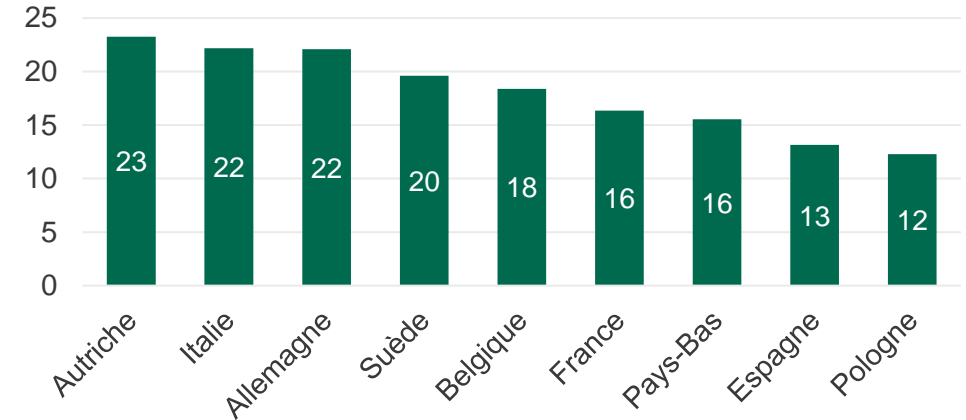
Sources : Eurostat, Crédit Agricole S.A

ÉTATS-UNIS : AU SEIN DU COMMERCE EUROPÉEN

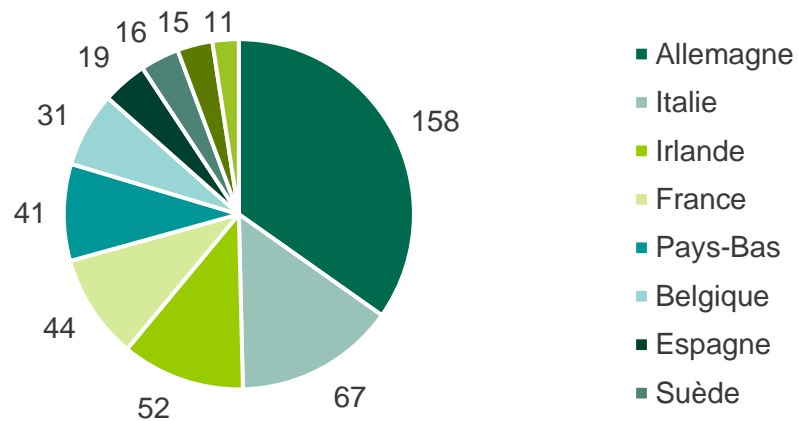
Destinations des exportations européennes
(hors UE,%)



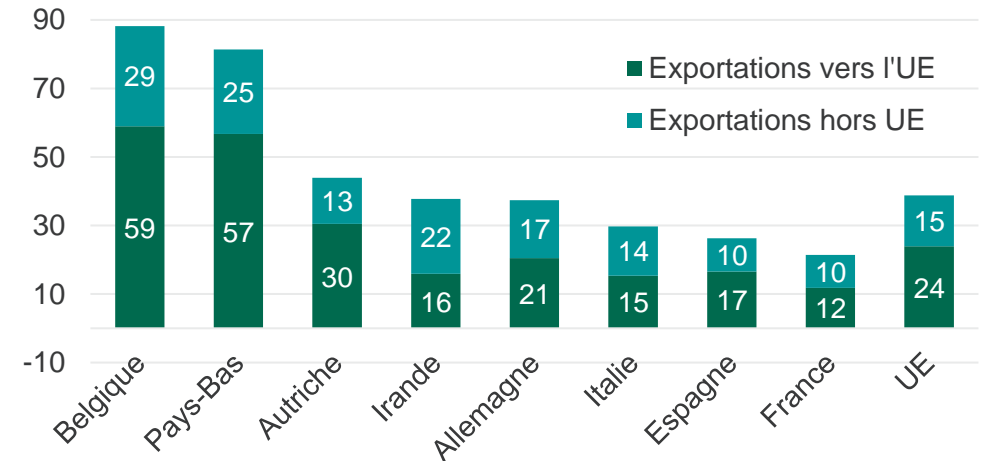
Part des US dans les exportations
(hors UE, % ; hors Irlande 46%)



Principaux exportateurs vers les US
(si > 10 Mds€ ; total 502 Mds€)



Part des exportations dans le PIB (%)



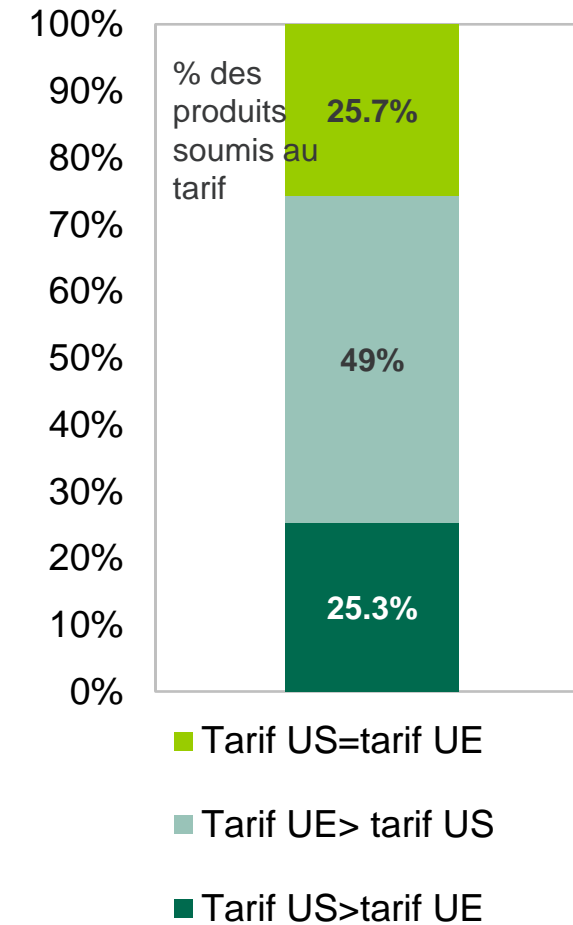
L'UE IMPOSE DES DROITS UN PEU PLUS ÉLEVÉS

Droits de douane appliqués aux biens en provenance de l'UE aux États-Unis

Importations US (valeur \$,Mds)	Moyenne MFN		Duty free	
	Simple	Moyenne pondérée	% des droits	% de la valeur
			Total produits	
532	3,9	1,7		
			Produits agricoles	
34,8	6	4,7	22,8	37
			Produits non agricoles	
497,2	3,1	1,2	41,9	65,6

Droits de douane appliqués aux biens en provenance des États-Unis dans l'UE

Importations UE (valeur \$,Mds)	Moyenne MFN		Duty free	
	Simple	Moyenne pondérée	% des droits	% de la valeur
			Total produits	
334	4	3,2		
			Produits agricoles	
12,6	10,8	4,6	13,8	48,7
			Produits non agricoles	
321,4	3,9	1,6	23,4	78,4



LE BRAS DE FER A DÉMARRÉ

Trump 1.0

Trump 2.0

Juin 2018
Acier et aluminium
8 Mds€
Rétorsion UE
2,8 + 6,3 Mds€

Janvier 2020
dérivés acier
40 Mds€
Rétorsion UE
21 Mds€

Juin 2021
Suspension toutes mesures sur quotas négociés
Jusqu'à 31/03/2025

Mars 2025
US réintroduit 2018
Augmente droit de 10% à 25%
Étend à autre dérivés
28 Mds€

1^{er} avril 2025
UE réintroduit rétorsions 2018 8 Mds€
Prépare paquet contre-mesures de 18 Mds€

2 avril 2025
US augmente droit à 20%

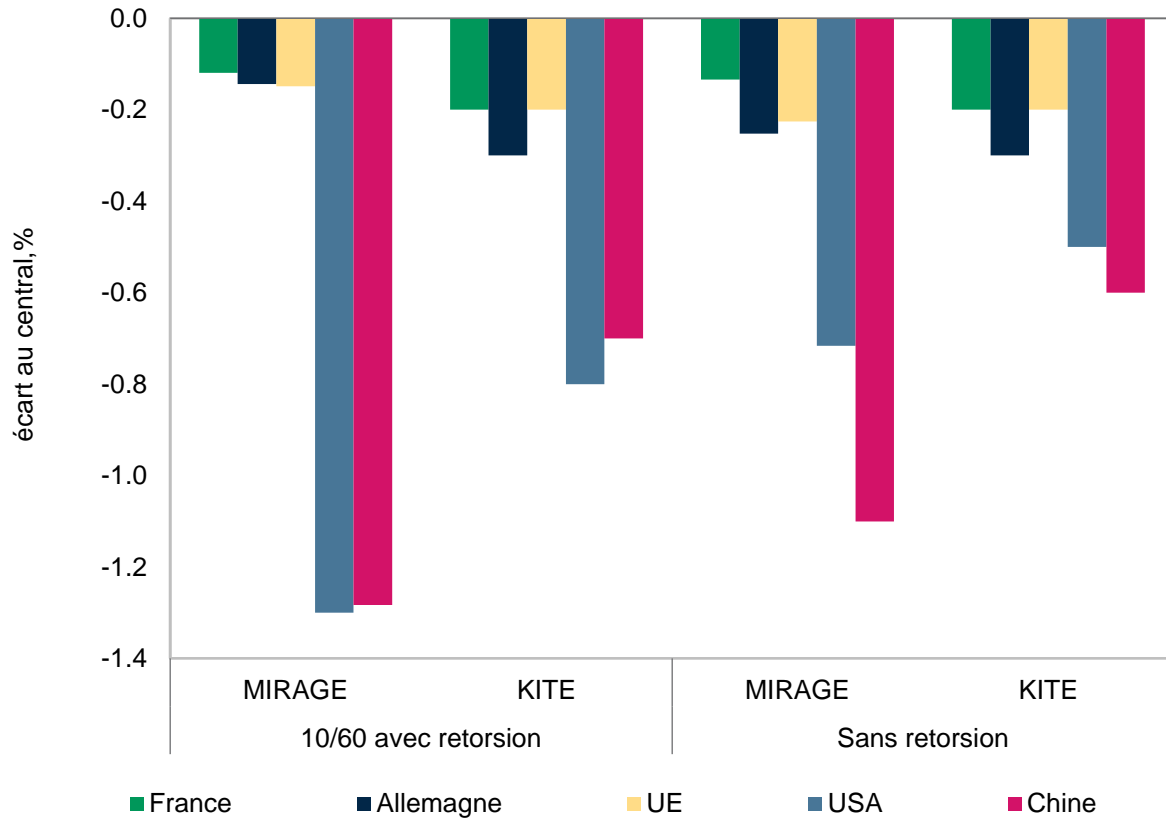
Mai 2025
Possible extension produits sujets à 25%

L'IMPACT DE TRUMP 2.0

CE QUE LES MODÈLES NOUS DISENT DE L'IMPACT DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

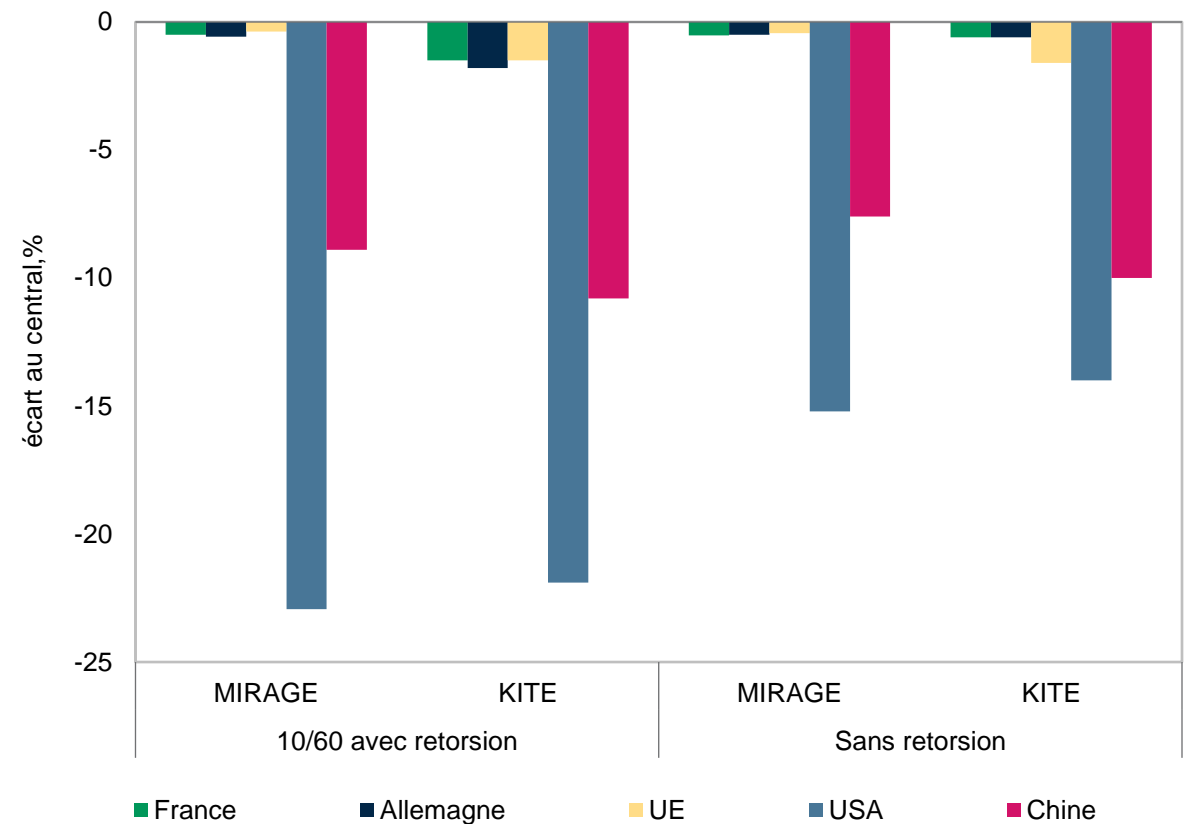
Hypothèse : +60 points sur imports de Chine, +10 points sur imports du RdM (hors USMCA), rétorsion symétrique

Impact sur le PIB (long terme)



Sources : CEPII, IFW Kiel, Crédit Agricole S.A./ECO

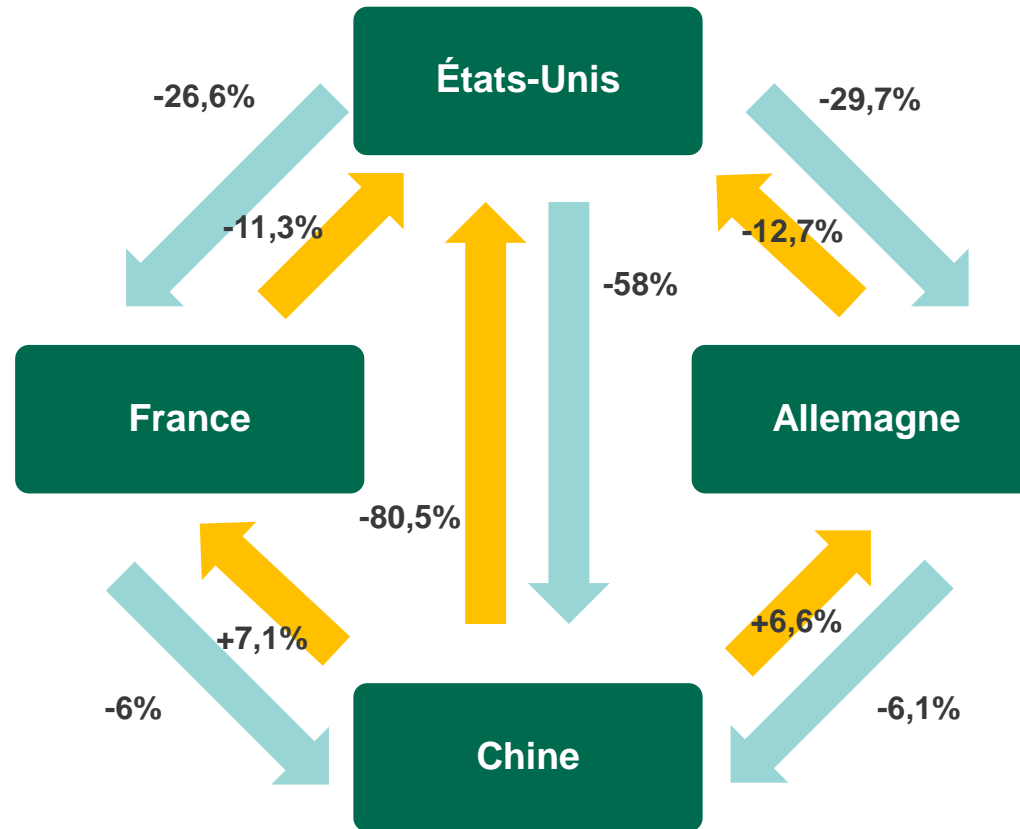
Impact sur les exportations (long terme)



Sources : CEPII, IFW Kiel, Crédit Agricole S.A./ECO

L'IMPACT DE TRUMP 2.0

IMPACT SUR LE COMMERCE BILATÉRAL



Sources : A.Bouët, L.MatySall, Y.Zheng, « Trump 2.0 Tariffs: What Cost for the World Economy? », CEPII, Policy Brief n°49, Oct.2024, Crédit Agricole S.A./ECO

NOTRE SCÉNARIO CENTRAL

25% SUR L'ACIER, L'ALUMINIUM ET LES VOITURES ET ALIGNEMENT SUR LES DROITS DE L'UE

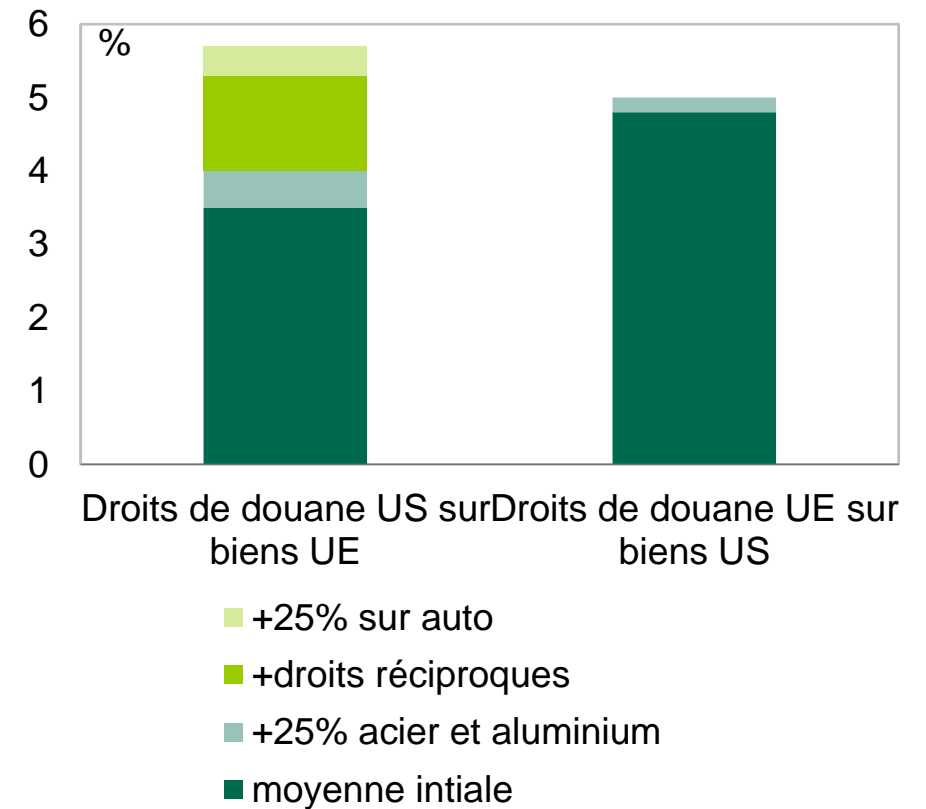
Hausse du taux moyen effectif des droits de douanes US sur nos exportations : **+0,5%** (acier et aluminium à 25%) **+0,5%** (voitures à 25%) et **+1%** alignement sur taux UE=>6%

La rétorsion UE serait plus ciblée

Baisse des exportations de 1,5% sur le long terme

Baisse du PIB de **0,2%** et **0,1%** supplémentaire dû aux voitures

Hausse du taux moyen effectif des droits US



Sources: OMC, Crédit Agricole S.A.

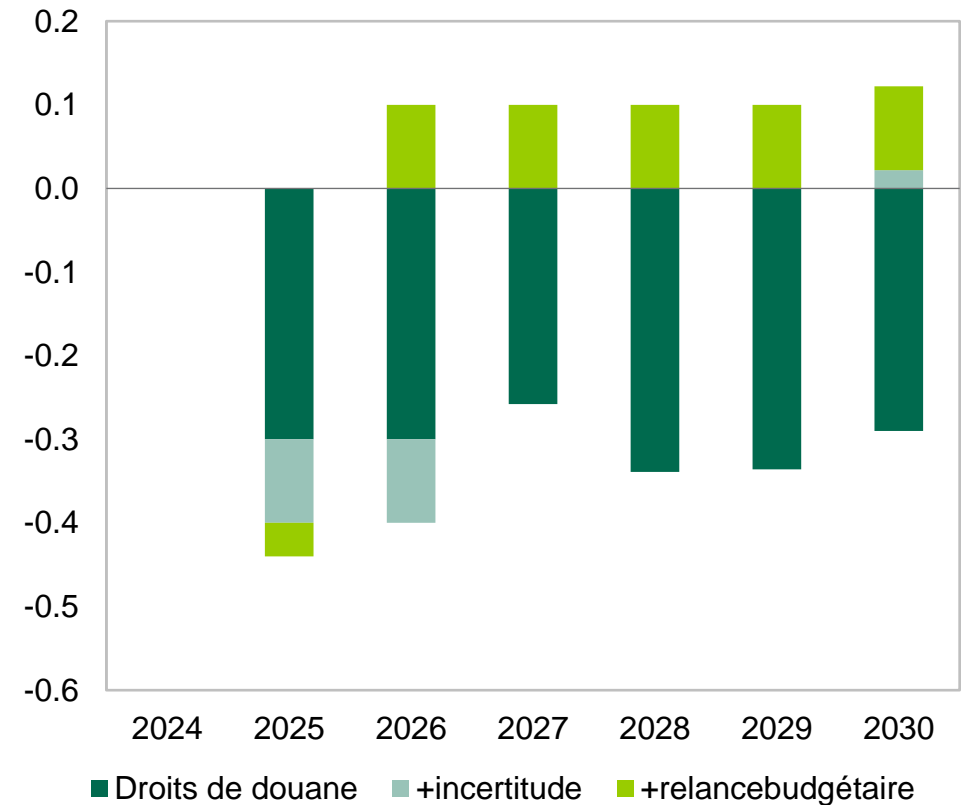
NOTRE SCÉNARIO

TOUTES POLITIQUES CONFONDUES UN CHOC NÉGATIF SUR LA CROISSANCE ET L'INFLATION

L'impact par pays depend de :

- L'exposition des exportations vis-à-vis des US
- La part des exportations dans le PIB
- La structure des chaînes de Valeur
- La position compétitive sur le marché US (faible pour Allemagne et Italie)

Scénario central : un impact négatif mais limité



Sources : Oxford Economics, FMI WEO, Crédit Agricole S.A./ECO

L'IMPACT DE TRUMP 2.0

IMPACT DE LA GUERRE COMMERCIALE SUR LA ZONE EURO

Les canaux de transmission

Choc	PIB	Inflation	Canal
Droits US sur export ZE	↓	↓	Compétitivité européenne sur les marchés étrangers
Pertes de compétitivité US et Chine	↑	↑	Compétitivité européenne sur les marchés étrangers
Droits UE sur export US	?	↑	Impact des droits de douane européens sur les prix
Export chinois détourné vers ZE	↓	↓	Compétitivité européenne sur marché unique
Dépréciation €	↑	↑	Canal du taux de change, politique Fed plus restrictive
Incertitude	↓	↓	Investissement, prime de risque

LE SCÉNARIO DE LA PEUR

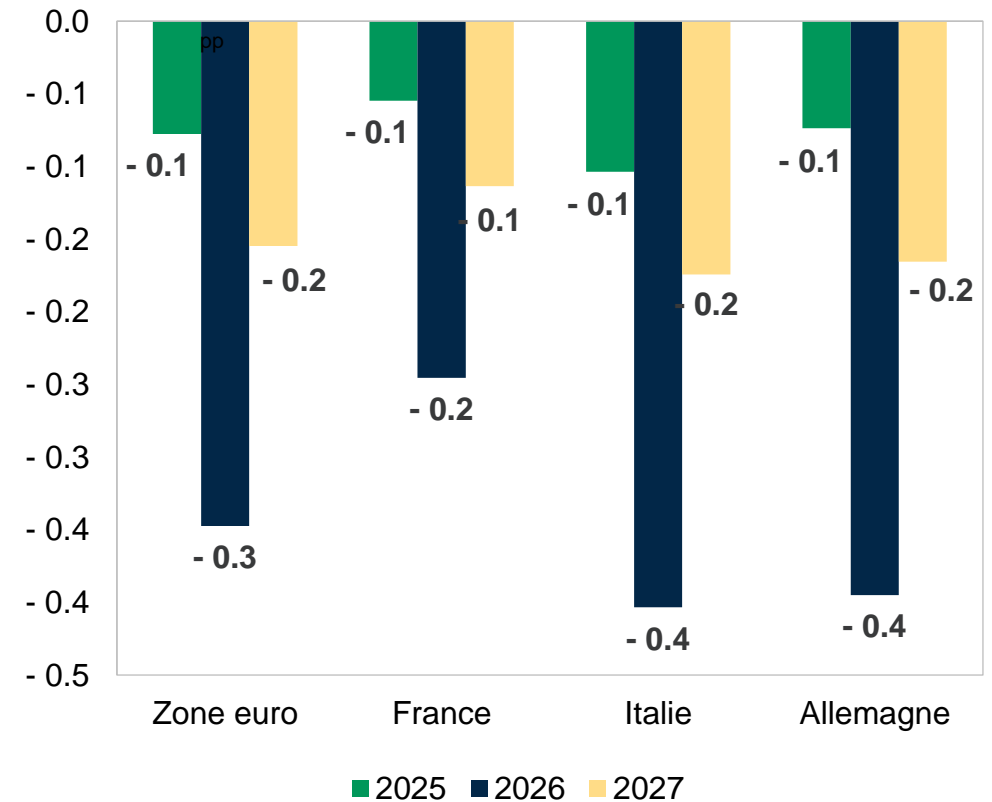
DROITS DE DOUANE À 20% SUR TOUS LES BIENS

Hausse du taux moyen effectif des droits de douanes US sur nos exportations à 20%

Une baisse supplémentaire cumulée du PIB de 0,6 à l'horizon 2027

Si on ajoute une rétorsion symétrique de l'UE : -0,2 pp

Scénario à 20%: impact sur la croissance du PIB



STRATÉGIE DE NÉGOCIATION

ATTENTION AUX COMPÉTENCES NATIONALES ET AUX INTÉRÊTS NATIONAUX

Concessions possibles

Achats de GNL (60% de l'export US)
Achats d'armement
Abaisser les droits de douanes sur les véhicules => problème OMC ou Chine
Efforts de simplification CSRD et CSDD

Non négociable

Baisse TVA : 15 Mds recettes et ressource propre du budget de l'UE
Digital Market Act
Digital Services Act
GDPR = protection consommateur

Rétorsions (produits des États conservateurs)

Jus d'orange
Textile et chaussures
Motos
Restreindre critères environnementaux des biens

Instrument anti-coercition (IAC)

Applicable si coercition (TVA, réglementation du digital)

- Restrictions des importations et exportations
- Marchés publics UE
- Limites aux IDE
- Droits de propriété intellectuelle
- Limites ventes crédits ETS

EXPORTATIONS US DE SERVICES NUMÉRIQUES VERS UE : 307 MDS\$

RÉPONSE EUROPÉENNE SUR LE DIGITAL

Serrer la vis aux plateformes US

Restreindre accès ou révoquer licences

Interdictions permanentes

Taxation des contenus

Extension des taxes des services digitalaux

Faciliter mesures structurelles (démantèlement monopoles)

IAC, DSA, DMA, GDPR,
Screening IDE, taxes nationales sur les services digitales

Limiter l'accès aux infrastructures critiques

Designier secteurs critiques avec propriété majoritaire européenne

Exiger stockage des données critiques dans data centers européens

Révoquer des licences pour raisons de sécurité nationale

Augmenter contrôles sur IDE dans IP critiques européens

IAC, NIS2, ENISA cyber certification, screening IDE, licences des fréquences

Restreindre le transfert de la data

Suspendre ou refuser des nouveaux cadres de type Privacy Shield

Incorporer ou étendre des clauses de localisation de la data

Interdire au secteur public l'utilisation de services qui stockent la data en dehors de l'UE

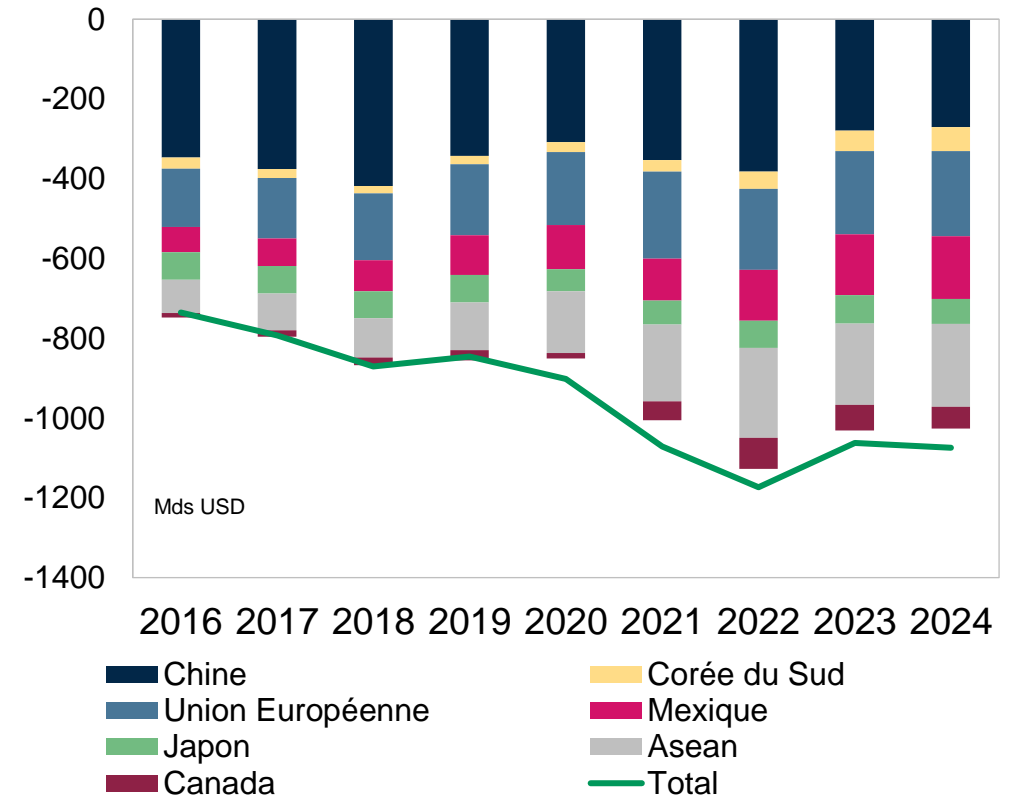
GDPR, IAC, NIS2

LE TSUNAMI TRUMP FRAPPE L'ASIE

L'ASIE TRÈS PÉNALISÉE PAR LA MÉTHODE DE CALCUL DES « DROITS RÉCIPROQUES » EN RAISON D'EXCÉDENTS COMMERCIAUX ÉLEVÉS

	Droits de douane envers les États-Unis (calculés par l'administration Trump)	Droits de douane "réciproques" supplémentaires
Chine	67%	34%
Vietnam	90%	46%
Taïwan	64%	32%
Japon	46%	24%
Inde	52%	26%
Corée du Sud	50%	25%
Thaïlande	72%	32%
Indonésie	64%	32%
Malaisie	47%	24%
Cambodge	97%	49%
Singapour	10%	10%
Philippines	34%	17%

Le déficit commercial américain vis-à-vis de l'Asie s'est creusé depuis 2016

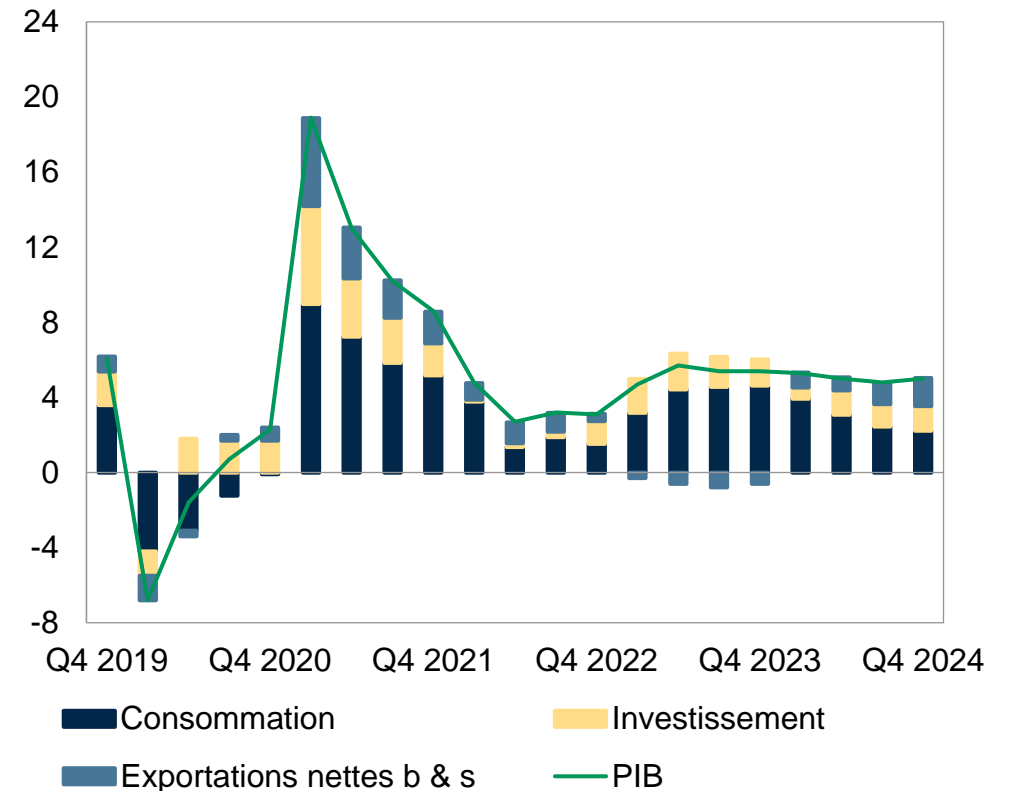


Sources : Douanes américaines, Crédit Agricole S.A./ECO

CHINE : NÉGOCIÉRIER OU RÉPLIQUER ?

- La Chine avait pour l'instant eu une approche mesurée face aux décisions américaines et privilégié la stratégie de la négociation. Le niveau de droit atteint (54%) avec les derniers tarifs a cependant conduit le pays à annoncer des droits de douane de 34% sur les produits américains, qui rentreront en vigueur le 10 avril, ainsi que des contrôles sur les exportations de certaines terres rares et minerais.
- La Chine est visée directement par les droits de douane, mais aussi indirectement pour sa stratégie de contournement mise en place depuis 2016 afin d'éviter les premiers droits de douane.
- Sa dépendance au commerce extérieur est renforcée par la faiblesse de la demande domestique, qui crée des surcapacités. Les entreprises chinoises, qui se livrent déjà à une intense guerre des prix pour conserver leurs parts de marché internes ou externes, ne pourront pas absorber la hausse des tarifs.
- Le maintien d'une cible de croissance très ambitieuse pour 2025 (« autour de 5% ») supposera un fort soutien des autorités. Si ces dernières ont indiqué vouloir développer des politiques de soutien à la demande, un ralentissement réel de la production industrielle pourrait les pousser à revoir leurs arbitrages, ce secteur ayant toujours été prioritaire.

La contribution du commerce extérieur est nécessaire à la croissance chinoise



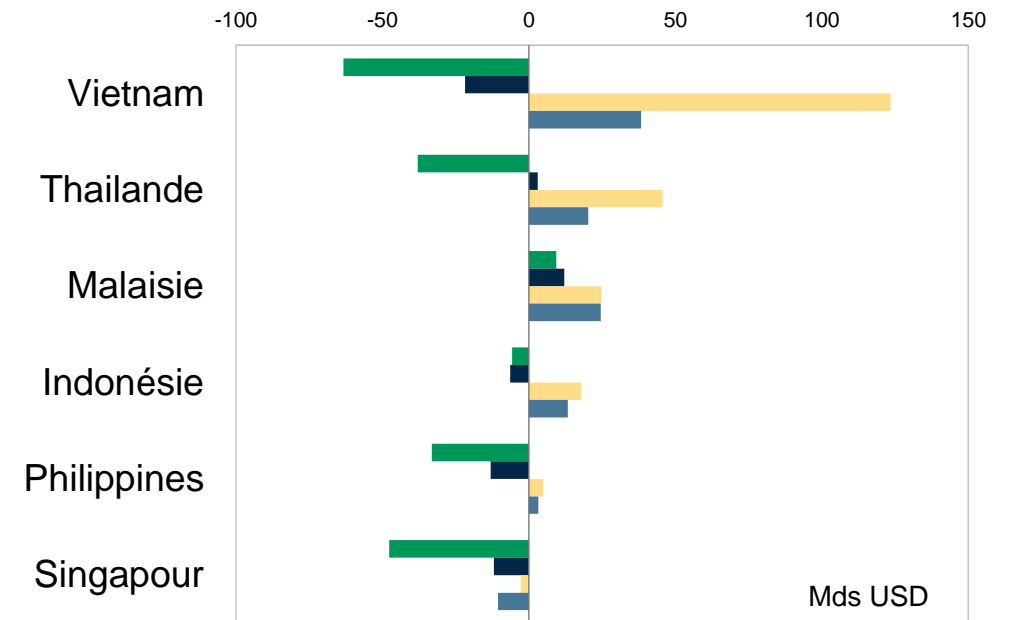
Sources: NBS, Crédit Agricole S.A/ECO

ASEAN : PRIS ENTRE DEUX FEUX

LE VIETNAM ET LA THAÏLANDE EN TÊTE DES PAYS LES PLUS EXPOSÉS

- Les pays de l’Asean, Vietnam et Thaïlande en tête avaient été les grands gagnants de la première guerre commerciale.
- Les investissements d’entreprises chinoises et étrangères s’y sont multipliés depuis 2016, notamment dans le secteur des biens de consommation (appareils électroniques, textile, meubles, jouets).
- Une double dépendance s’est ainsi créée entre la Chine, fournisseur, et les États-Unis, acheteurs.
- Au milieu, des centaines de milliers d’emplois et un impact sur la croissance attendu très négatif (voir tableau de synthèse).

L'Asean : une interface entre la Chine et les États-Unis



- Balance commerciale avec la Chine (2024)
- Balance commerciale avec la Chine (2017)
- Balance commerciale avec les US (2024)
- Balance commerciale avec les US (2017)

Sources : Douanes, Crédit Agricole S.A./ECO

L'ASIE POURRAIT PAYER UN LOURD TRIBUT EN TERMES DE CROISSANCE

Pays	Excédent commercial bilatéral avec US	« Tarifs réciproques » appliqués par les États-Unis	Droits de douane vis-à-vis des États-Unis	Taux de TVA	Exportations vers les États-Unis	Impact sur la croissance estimé en 2025
	2024, Mds USD	%	Moyenne pondérée,%	%	% du PIB	pp PIB
Chine	270	34*	20,2**	13	2,9%	1-1,5
Corée du Sud	60	25	4,4	10	6,9%	0,5-1,1
Inde	41	26	8,5	18	2,1%	0,3-0,6
Taiwan	67	32	1,8	5	13,9%	1,2-1,7
Vietnam	129	46	2,8	10	25,1%	0,8-1,5
Philippines	4	17	3,3	12	2,6%	0,2-0,4
Thaïlande	41	32	6,2	7	10,5%	0,5-1
Malaisie	22	24	1,8	10	10,4%	1-1,5
Indonésie	16	32	4,2	12	1,8%	0,1-0,5
Singapour	-3	10	0	9	8,1%	0,2-0,7
Hong Kong	-21	0	0	0	9,6%	0,1-0,3

* Pour la Chine, les 34% s'ajoutent aux 20% déjà entrés en vigueur et février et en mars, **avant entrée en vigueur des nouveaux droits le 10 avril

QUI EST EN POSITION DE FORCE POUR NÉGOCIER ?

LES PAYS D'ASIE SONT INÉGAUX FACE À LA PUISSANCE AMÉRICAINE

Pays	Augmenter ses importations américaines	Accroître ses investissements aux États-Unis	Jouer la compétitivité-prix en faisant absorber les droits de douane par les entreprises	Négocier des accords au-delà de la sphère économique (défense, militaire)*	Restreindre ses exportations de produits dont les États-Unis sont dépendants
Chine	-	--	-	?	+++
Corée du Sud	+++	+++	+	++	+++
Inde	++	+	-	++	+
Japon	+++	+++	+	++	++
Taiwan	+++	+++	+	+	+++
Vietnam	+	-	-	--	-
Philippines	+	-	-	+	-
Thaïlande	++	-	-	-	-
Malaisie	++	-	-	-	-
Indonésie	+	-	-	+	-
Singapour	++	++	-	+	-
Hong Kong	-	-	-	?	-

* Sont prises en compte les capacités de chaque pays à augmenter leurs achats de matériel de défense américains, l'appartenance à une alliance militaire avec les États-Unis, voire la présence militaire américaine dans le pays.

Pour la Chine (et Hong Kong), il s'agirait plutôt d'accepter un rôle dans le règlement des conflits (Russie, Iran), d'où une forte incertitude.



**MERCI DE VOTRE
ATTENTION**

POUR CONSULTER OU VOUS ABONNER À NOS
PUBLICATIONS SUR INTERNET : [http://etudes-
economiques.credit-agricole.com](http://etudes-economiques.credit-agricole.com)

Nos publications économiques non confidentielles sont également accessibles sur l'application « Études Eco » disponible sur [l'App Store](#) et sur [Google Play](#)

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe
12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille - **Rédacteur en chef :** Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau - **Statistiques :** Datalab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.